

URGENCE CITOYENNE POUR LE CLIMAT

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 4 OCTOBRE 2018

Lutter contre les changements climatiques est l'horizon obligé de notre époque. C'est un impératif désormais amplement documenté et une urgence qui ne se laisse plus étouffer dans le débat public par des intérêts contraires. Partout dans le monde, des voix de plus en plus nombreuses, scientifiques et citoyennes, alertent sur les risques et proposent des alternatives sérieuses.

Pourtant, les politiques publiques restent très en deçà des attentes et accusent un retard grandissant par rapport aux propres engagements des Etats, pris lors des conférences internationales successives sur le climat depuis 2015 et posés dans les intentions gouvernementales de chacun, à l'exception déplorables des Etats-Unis du président Trump, qui a été jusqu'à renier sa signature aux accords de Paris. Les conséquences très concrètes, notamment sur les populations et territoires les plus fragiles, des atteintes à l'environnement et à la biodiversité, et des dérèglements météorologiques liés au réchauffement climatique sont encore largement ignorées dans les politiques menées par les Etats.

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) considère que ces enjeux sont démocratiques et que les solutions doivent s'appuyer sur la vitalité des initiatives citoyennes et des pratiques associatives, illustrant la possibilité de concevoir de nouveaux modes de vie, de production et aussi de délibération collective qui tiennent compte de la limitation des ressources et des équilibres écosystémiques.

Au-delà du débat sur l'inscription éventuelle de la « lutte contre les changements climatiques » dans la Constitution, la LDH appelle à assurer la primauté des droits de toutes et tous dans un environnement préservé face aux décisions politiques et aux intérêts privés, et à encadrer effectivement les projets législatifs et les réglementations susceptibles de causer ou de laisser causer des dommages à l'environnement et à la diversité biologique. Doté des moyens juridiques adaptés, l'État doit en toute hypothèse garantir l'exercice des droits indivisibles politiques, sociaux et environnementaux sans régression possible pour les générations actuelles et futures, de manière solidaire et écologique. Ce ne sera pas possible dans un monde avec un réchauffement climatique à plus de 2°C.

Dans ce cadre, la Ligue des droits de l'Homme invite à de larges rassemblements à l'occasion de la fête du 6 octobre, qui clôturera le Tour Alternatiba à Bayonne, et à la Marche pour le climat du 13 octobre prochain, à Paris.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1895

